



DISP PARIS : INAUGURATION QLCO REAU

N'oublions jamais pourquoi il existe !

Ce **12 août 2026**, le garde des Sceaux, ministre de la Justice, s'est rendu au Centre pénitentiaire de Réau à l'occasion de l'inauguration du **Quartier de lutte contre la criminalité organisée (QLCO)**.

À cette occasion, **FORCE OUVRIÈRE JUSTICE – UISP PARIS** a été reçue par le cabinet du ministre.

Dès le début de nos échanges, nous avons tenu à rappeler une vérité essentielle :

INCARVILLE EST À L'ORIGINE DU TOURNANT QUI A CONDUIT AUX QLCO.

Le **14 mai 2024**, à Incarville, deux de nos collègues ont été assassinés et trois autres grièvement blessés lors de l'attaque d'un convoi pénitentiaire.

Ce drame a profondément marqué notre administration et ses personnels.

Le mouvement historique qui a suivi, puis le **protocole d'Incarville**, ont imposé à l'État une remise à plat de la sécurité pénitentiaire et de la prise en charge des profils liés à la criminalité organisée.

Nous ne devons jamais oublier pourquoi ces dispositifs existent.

Les QLCO ne sont ni un outil de communication, ni une expérimentation appelée à être progressivement vidée de sa substance.

Ils répondent à une nécessité : **empêcher les narcotrafiquants les plus dangereux de poursuivre, organiser ou commander leurs activités criminelles depuis leur cellule.**

Leur efficacité repose donc sur un principe incontournable :

L'ÉTANCHÉITÉ.

Étanchéité des communications illicites.

Étanchéité avec les réseaux criminels.

Contrôle renforcé des flux.

Sécurisation des mouvements.

Protection maximale des personnels.

Le tout dans le respect du cadre légal et des droits fondamentaux, **mais sans renoncer à la finalité même du dispositif.**

FORCE OUVRIÈRE sera particulièrement vigilante face aux prises de position d'associations ou aux recommandations d'autorités indépendantes, notamment du **Contrôleur général des lieux de privation de liberté**, lorsqu'elles seraient susceptibles d'affaiblir cette étanchéité ou de remettre progressivement en cause les outils indispensables à la sécurité du QLCO.

Garantir les droits ne peut pas signifier désarmer l'administration face à la criminalité organisée.

UN QLCO NE PEUT PAS FONCTIONNER AU RABAIS !

Nous avons donc rappelé au cabinet du ministre nos revendications constantes concernant le QLCO de Réau.

Les **effectifs doivent être durablement dimensionnés à la hauteur de la mission et du niveau de menace.**

Il est hors de question que les standards fixés lors de l'ouverture soient progressivement dégradés au fil des mois pour répondre aux difficultés d'effectifs de l'administration.

FORCE OUVRIÈRE exige également :

- La **pérennisation des effectifs** dédiés au QLCO ;
- Une véritable politique d'**attractivité et de fidélisation des personnels** ;
- Une **formation initiale et continue spécifique**, adaptée aux profils pris en charge et aux risques encourus
- Le maintien d'un haut niveau d'équipement et de protection individuelle ;
- Le **renforcement permanent de la sécurité périmétrique** ;
- Une adaptation continue des dispositifs techniques face à l'évolution des menaces.

Un quartier ultrasécurisé n'a de sens que si les moyens humains, matériels et technologiques restent eux aussi **ultrasécurisés.**

DRONES : LA MENACE VIENT AUSSI DU CIEL !

FORCE OUVRIÈRE a également profité de cette rencontre pour remettre au centre des discussions une menace qui concerne aujourd'hui l'ensemble de nos établissements :

LES SURVOLS ET LIVRAISONS PAR DRONES.

Téléphones, produits stupéfiants, armes artisanales ou autres objets interdits : les drones constituent désormais un véritable vecteur de contournement de la sécurité pénitentiaire.

L'administration nous confirme avoir pleinement identifié cette menace et l'avoir intégrée dans une programmation pluriannuelle.

Pour **FORCE OUVRIÈRE**, il faut désormais **accélérer.**

Détection, brouillage, neutralisation lorsque le cadre juridique le permet, sécurisation périmétrique et évolution permanente des moyens techniques doivent devenir des priorités nationales.

On ne peut pas construire des quartiers hermétiques si, parallèlement, nos établissements restent vulnérables par les airs.

ET PENDANT CE TEMPS, LA SURPOPULATION CONTINUE D'ÉCRASER LES SERVICES

Nous avons également rappelé au cabinet du ministre que la sécurité pénitentiaire ne peut être pensée uniquement à travers les QLCO.

La **surpopulation carcérale** continue de peser lourdement sur les conditions de travail, la sécurité des personnels et le fonctionnement quotidien des établissements franciliens.

Les moyens exceptionnels consacrés à la lutte contre la criminalité organisée sont nécessaires.

Mais ils ne doivent jamais conduire à oublier la **détention ordinaire**, les **coursives**, les **miradors**, les **postes protégés**, les **extractions**, les **équipes de sécurité**, les **greffes**, les **services administratifs** et tous les **personnels qui font fonctionner nos établissements chaque jour**.

LA SÉCURITÉ NE DOIT PAS S'ARRÊTER AUX PORTES DU QLCO !

FO JUSTICE DEMANDE UN COMITÉ DE SUIVI DU QLCO DE RÉAU

Parce qu'une inauguration n'est que le début, **FORCE OUVRIÈRE** a officiellement demandé la mise en place d'un comité de suivi du QLCO de Réau associant les organisations professionnelles représentatives.

Ce comité devra permettre d'évaluer régulièrement :

les effectifs, les conditions de travail, la formation, les équipements, la sécurité, les incidents, les difficultés rencontrées et l'évolution des besoins opérationnels.

Nous refusons que les représentants des personnels soient sollicités uniquement lors des inaugurations ou lorsque les difficultés deviennent incontrôlables.

Le dialogue social doit accompagner le QLCO dans la durée.

INCARCAVILLE NOUS OBLIGE.

Derrière les murs de Réau, derrière les dispositifs techniques, les procédures et les annonces ministérielles, il y a une réalité que **FORCE OUVRIÈRE** n'oubliera jamais :

deux collègues sont morts et trois autres ont été grièvement blessés.

Nous devons à leur mémoire de ne jamais banaliser ce qui s'est passé.

Nous devons aux personnels de ne jamais laisser les contraintes budgétaires, les effets d'annonce ou les pressions extérieures dénaturer progressivement les dispositifs de sécurité construits depuis.

Le QLCO de Réau devra faire ses preuves dans la durée.

FORCE OUVRIÈRE JUSTICE – UISP PARIS sera présente, exigeante et vigilante.

POUR NOS COLLÈGUES.

POUR LEUR SÉCURITÉ.

POUR QUE PLUS JAMAIS INCARCAVILLE NE SE REPRODUISE.

FO JUSTICE – UISP PARIS

Paris, le 12 août 2026

